

## **II. RÉGIME DE LA POLITIQUE COMMERCIALE: CADRE ET OBJECTIFS**

### **1) GÉNÉRALITÉS**

1. Le cadre de la politique commerciale et de la politique en matière d'investissement du Canada n'a pas beaucoup changé depuis 2003. Ce cadre repose sur le partage des compétences fédérales et provinciales et prévoit des consultations périodiques entre le gouvernement fédéral, les provinces, le secteur industriel, les groupes d'intérêt publics et non gouvernementaux et le grand public. Il comporte aussi un accord visant à mettre à jour et à réduire les obstacles interprovinciaux au commerce et à l'investissement. Le Canada a dit que ses perspectives de croissance dépendaient de l'ouverture des marchés mondiaux et d'un environnement commercial stable, prévisible et transparent.

2. Le Canada participe activement aux activités de l'OMC, qu'il considère comme l'élément central de sa politique commerciale et la meilleure instance pour obtenir une importante amélioration de l'accès aux marchés dans de nombreux domaines présentant un intérêt pour le Canada. Il a présenté un grand nombre de propositions dans le cadre de l'actuel cycle de négociations de l'OMC. Outre le processus multilatéral, le Canada prend part à des initiatives régionales et bilatérales en matière de commerce et d'investissement préférentiels. Il a exempté des engagements de libéralisation préférentielle certaines lignes tarifaires correspondant à des produits dont l'offre est réglementée ainsi que des activités culturelles. Le Canada accorde une extrême importance à la gestion de ses relations commerciales avec les États-Unis, en grande partie dans le cadre de l'ALENA et de l'OMC. Des négociations en vue de la signature d'accords de libre-échange sont en cours avec plusieurs pays, mais aucun nouvel accord n'a été conclu depuis 2003.

3. Le Canada applique une politique de traitement national pour l'investissement étranger direct, sous réserve de restrictions sectorielles relatives à la pêche, au secteur minier et énergétique, aux transports aériens, aux télécommunications et aux activités culturelles. De plus, toute acquisition par des étrangers d'un montant supérieur à un seuil donné est sujette à un examen permettant de s'assurer qu'il en résulte un "avantage net" pour le Canada.

### **2) CADRE JURIDIQUE GÉNÉRAL**

4. Aucun changement n'a été apporté au régime constitutionnel depuis le dernier examen de la politique commerciale du Canada réalisé en 2003. Le Canada est une monarchie constitutionnelle dotée d'un système fédéral de gouvernement parlementaire. Le pouvoir exécutif est officiellement attribué à la Reine, qui est le Chef de l'État.<sup>1</sup> La Reine est représentée au Canada par le Gouverneur général. Dans la pratique, le pouvoir exécutif est exercé par le Cabinet, dirigé par le Premier ministre, qui est le Chef du gouvernement.

5. Le pouvoir législatif est détenu par le Parlement, qui est composé de la Reine, du Sénat et de la Chambre des communes.<sup>2</sup> Cette dernière comprend 308 membres, dernièrement élus en janvier 2006. Le Sénat comprend 105 membres non élus, désignés par le Gouverneur général sur recommandation du Premier Ministre. Les projets de lois concernant la dépense des fonds publics ou l'imposition de taxes ne peuvent être déposés qu'à la Chambre des communes, les autres pouvant l'être à la Chambre des communes ou au Sénat. Pour devenir une loi, un projet de loi doit être adopté par la Chambre des communes et le Sénat. Dans la pratique, le Sénat a rarement rejeté un projet de loi

---

<sup>1</sup> Article 9, Loi constitutionnelle, 1867.

<sup>2</sup> Article 17, Loi constitutionnelle, 1867.

adopté par la Chambre des communes ou introduit des amendements auxquels la Chambre des communes était opposée.<sup>3</sup>

6. Le pouvoir judiciaire a une structure à quatre niveaux, la Cour suprême se trouvant au sommet. Le niveau suivant comprend la Cour d'appel fédérale et les diverses cours d'appel provinciales/territoriales; viennent ensuite la Cour d'appel, la Cour canadienne de l'impôt et les tribunaux supérieurs provinciaux et territoriaux de compétence générale. En bas de la hiérarchie se situent les "tribunaux provinciaux". Le Gouverneur général en conseil nomme les juges de la Cour suprême, des tribunaux fédéraux et des tribunaux de niveau supérieur des provinces/territoires. Les gouvernements provinciaux et territoriaux désignent les juges des autres tribunaux provinciaux/territoriaux. La Cour suprême connaît des appels formés contre les décisions des tribunaux fédéraux ainsi que des tribunaux provinciaux/territoriaux.

7. Le Canada comprend dix provinces et trois territoires. Les gouvernements provinciaux agissent dans le cadre d'un système parlementaire très similaire à celui du gouvernement fédéral. L'étendue des pouvoirs législatifs au niveau fédéral et provincial est définie dans la Partie IV de la Loi constitutionnelle de 1867. Les pouvoirs législatifs du Parlement sont définis aux articles 91, 94 et 94A de cette loi et ceux des législatures provinciales aux articles 92, 92A et 93. Le Parlement a une compétence exclusive en ce qui concerne la réglementation du commerce international et interprovincial, y compris les droits de douane.<sup>4</sup> L'agriculture et l'immigration sont reconnues comme relevant de la compétence partagée des instances fédérales et provinciales.<sup>5</sup> Selon les autorités, toute loi provinciale portant sur ces domaines est assujettie à la législation fédérale.

8. Le pouvoir de négocier et de conclure des traités internationaux est détenu uniquement par le pouvoir exécutif fédéral.<sup>6</sup> Ni le Parlement ni les provinces n'ont un rôle juridique à cet égard. En droit canadien, les traités internationaux ne sont pas directement applicables. L'adoption d'une législation de mise en œuvre peut donc être nécessaire lorsque les dispositions de la législation nationale sont incompatibles avec les obligations internationales du Canada. Il peut incomber au gouvernement fédéral ou aux gouvernements provinciaux de mettre en œuvre les dispositions des traités internationaux selon la division des pouvoirs définie dans la Constitution. Par conséquent, la mise en œuvre des traités internationaux nécessite souvent la coopération des provinces.

### 3) ÉLABORATION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE ET OBJECTIFS

9. S'agissant de la conduite de la politique commerciale, le pouvoir exécutif est exercé par le Cabinet. Pour obtenir l'approbation, par le Cabinet, des initiatives proposées en matière de politique commerciale internationale, le Ministre du commerce international lui présente un mémorandum exposant dans les grandes lignes l'initiative proposée, son coût et ses avantages, ainsi qu'une évaluation des diverses questions et des divers risques y afférents. Les travaux préliminaires destinés à faciliter le processus d'approbation par le Cabinet sont menés par le Ministère des affaires étrangères et du commerce international (MAECI), en collaboration avec d'autres départements et organismes gouvernementaux, selon l'initiative. Il est d'usage que participent aux consultations le Ministère des

---

<sup>3</sup> Forsey (2005).

<sup>4</sup> Article 91 2), Loi constitutionnelle, 1867.

<sup>5</sup> Article 95, Loi constitutionnelle, 1867.

<sup>6</sup> Steger (1997).

finances, responsable des questions tarifaires, Industrie Canada, en charge de la politique économique structurelle et Agriculture et Agroalimentaire Canada, responsable de la politique agricole.<sup>7</sup>

10. Les commissions parlementaires constituent un élément prépondérant du processus consultatif relatif à l'élaboration de la politique commerciale. Un certain nombre d'entre elles ont tenu des auditions publiques au sujet des politiques et positions commerciales du Canada.<sup>8</sup>

11. Le MAECI consulte périodiquement les provinces et les territoires, le secteur industriel, les groupes d'intérêt publics et non gouvernementaux, ainsi que les Canadiens en général à propos de la politique commerciale. Il applique, de gouvernement à gouvernement, un programme de consultation des provinces et des territoires. La réunion annuelle des ministres du commerce du gouvernement fédéral, des provinces et des territoires est un mécanisme consultatif qui traite les questions commerciales internationales. Elle peut être complétée par des réunions annuelles des vice-ministres. En outre, le processus "c-commerce" réunit chaque trimestre des représentants des autorités fédérales, provinciales et territoriales.

12. Le MAECI a également institué un vaste cadre consultatif impliquant les parties prenantes non gouvernementales. Divers groupes consultatifs d'experts ont été créés pour donner des avis stratégiques et techniques sur les questions commerciales. Ils ont remplacé les mécanismes consultatifs précédents, y compris les Groupes de consultations sectorielles sur le commerce extérieur et le Conseil consultatif universitaire. Par ailleurs, le MAECI applique un programme de vulgarisation public et un processus consultatif sur le Web destiné au grand public.<sup>9</sup> Il a aussi recours à la *Gazette du Canada*, journal officiel du gouvernement canadien, pour diffuser des informations et solliciter des avis sur ses initiatives.

13. Le Canada considère le commerce comme un élément moteur essentiel de son économie et a indiqué que sa croissance et sa prospérité actuelles et futures dépendaient de l'ouverture des marchés mondiaux et d'un environnement commercial stable, prévisible et transparent.<sup>10</sup> À cette fin, le gouvernement cherche à améliorer l'accès aux marchés pour le commerce des marchandises dans le cadre de négociations menées au plan bilatéral, régional et multilatéral. Dans ce contexte, l'OMC est considérée comme l'élément central de la politique commerciale du Canada et comme un moyen important de réaliser les objectifs du Canada en matière d'accès aux marchés. Selon le Canada, "seule l'OMC offre la masse critique de pays nécessaire pour s'entendre sur la réduction des mesures qui nuisent le plus au système de commerce international, surtout les subventions à l'agriculture qui ont un effet de distorsion sur les échanges".<sup>11</sup>

---

<sup>7</sup> Ciuriak (2004).

<sup>8</sup> Pour une analyse de la participation du Parlement à la politique et aux négociations en matière de commerce international, voir Berg et Schmitz (2006).

<sup>9</sup> Renseignements en ligne du MAECI, "On vous écoute". Adresse consultée: <http://www.international.gc.ca/tna-nac/consult-fr.asp>.

<sup>10</sup> Renseignements en ligne du MAECI, "Ouverture sur le monde: Priorités du Canada en matière d'accès aux marchés internationaux – 2006". Adresse consultée: <http://www.maeci-dfait.gc.ca/tna-nac/cimap2006-fr.asp>.

<sup>11</sup> Renseignements en ligne du MAECI. Adresse consultée: <http://www.maeci-dfait.gc.ca/tna-nac/cimap2006-fr.asp>.

14. Le Canada souhaite que le Programme de Doha pour le développement débouche sur des résultats ambitieux. Dans les négociations de l'OMC sur l'agriculture, il cherche à "uniformiser les règles du jeu à l'échelle internationale" par l'élimination des subventions à l'exportation, la réduction substantielle du soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges et "l'élargissement significatif de l'accès aux marchés" pour tous les produits agroalimentaires.<sup>12</sup> Dans le cadre des négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, le Canada souhaite une réduction des droits de douane pour tous les produits non agricoles et la suppression de ces droits dans certains secteurs. Le Canada a apporté son appui à la conclusion d'accords sectoriels sur les produits de la pêche, les biens environnementaux, les produits forestiers, les produits chimiques et les matières premières.

15. Le Canada est favorable à une amélioration des disciplines ayant trait aux droits antidumping et aux droits compensateurs pour "réduire les possibilités d'abus", à un renforcement des disciplines en matière de subventions et à une clarification des règles relatives aux accords commerciaux.<sup>13</sup> Il souhaite aussi une amélioration des règles concernant la facilitation des échanges afin de maximiser la transparence et de simplifier les procédures douanières. Pour ce qui est des services, le Canada vise à obtenir un accès élargi et plus sûr aux marchés étrangers des services professionnels, commerciaux, financiers et informatiques, des services de télécommunications et des services liés à l'environnement, ainsi qu'à rendre la réglementation plus transparente et plus prévisible sur les marchés étrangers. Il souhaite que le Programme de Doha pour le développement produise des résultats qui respectent les intérêts commerciaux du Canada et qui répondent aux préoccupations des pays en développement.

16. Reconnaissant l'existence de différences importantes entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, ainsi qu'entre les provinces, en ce qui concerne les politiques et pratiques en matière de commerce et d'investissement, l'Accord sur le commerce intérieur (ACI) vise à "réduire et [à] éliminer, dans la mesure du possible, les obstacles à la libre circulation des personnes, des produits, des services et des investissements à l'intérieur du Canada, et [à] établir un marché intérieur ouvert, performant et stable".<sup>14</sup> L'ACI est entré en vigueur en 1995. Toutes les provinces et les territoires, à l'exception du Nunavut, en sont signataires. Le Secrétariat du commerce intérieur fournit un soutien administratif et opérationnel en ce qui concerne le fonctionnement de l'Accord.

17. Aux termes de l'ACI, le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux sont convenus de mettre l'accent sur onze secteurs ou moyens d'action qui offrent les meilleures chances d'abaisser les obstacles. Il s'agit des secteurs suivants: marchés publics; protection de l'environnement; mesures et normes en matière de consommation; mobilité de la main-d'œuvre; investissement; produits agricoles et produits alimentaires; boissons alcooliques; communications; transports; transformation des ressources naturelles; et énergie.

18. Depuis le dernier examen du Canada, le ministère fédéral ainsi que les ministères provinciaux et territoriaux en charge du commerce intérieur sont convenus d'appliquer aux entreprises d'État, à partir de 2005, les disciplines en matière de marchés publics énoncées dans l'ACI. Les ministres se sont également entendus sur "un ambitieux plan d'action afin de réaliser des progrès importants dans

---

<sup>12</sup> Renseignements en ligne du MAECI. Adresse consultée: <http://www.maeci-dfait.gc.ca/tna-nac/cimap2006-fr.asp>.

<sup>13</sup> Renseignements en ligne du MAECI. Adresse consultée: <http://www.maeci-dfait.gc.ca/tna-nac/cimap2006-fr.asp>.

<sup>14</sup> Article 100 de l'Accord sur le commerce intérieur.

le domaine du commerce intérieur".<sup>15</sup> Un élément du plan d'action est une stratégie visant à supprimer les restrictions encore imposées à la mobilité intérieure de la main-d'œuvre d'ici à 2009. Le plan d'action fait fond sur un "plan de travail sur le commerce intérieur" approuvé en 2004 par le Conseil de la fédération, qui est composé des premiers ministres de toutes les provinces et de tous les territoires. Outre la mobilité de la main-d'œuvre, les questions prioritaires sont l'amélioration des disciplines de l'ACI en matière de règlement des différends, l'harmonisation des règlements et des normes et l'achèvement d'un chapitre sur l'énergie dans le cadre de l'ACI.<sup>16</sup>

19. L'ACI renferme un mécanisme formel de règlement des différends dont peuvent se prévaloir les gouvernements et des parties privées (tableau AII.1). Il y a eu 202 différends depuis 1995, dont 78 pour cent avaient trait aux marchés publics fédéraux et ont été examinés par le Tribunal canadien du commerce extérieur.

#### 4) RÉGIME DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

20. Bien que le Canada figure parmi les pays de l'OCDE qui ont considérablement libéralisé l'investissement étranger depuis 1998, il appartient aussi au groupe de pays qui appliquent le degré global de restriction le plus élevé à l'IED, selon la mesure faite par l'OCDE de l'indicateur du degré de restriction réglementaire appliqué dans ce domaine.<sup>17</sup>

21. La Loi sur Investissement Canada régit l'établissement de nouvelles entreprises étrangères et l'acquisition du contrôle d'entreprises canadiennes. Il existe aussi des lois fédérales et provinciales qui réglementent les investissements dans des secteurs particuliers.

22. L'investissement étranger destiné à la constitution d'une nouvelle entreprise canadienne ou à l'acquisition du contrôle sur une entreprise existante fait l'objet d'un avis, sauf dans le cas où l'acquisition est sujette à un examen (voir ci-après).<sup>18</sup> Les avis doivent être déposés au plus tard 30 jours après que l'investissement a eu lieu. Ils doivent être présentés à Industrie Canada, sauf pour les investissements dans des entreprises culturelles, auquel cas les avis doivent être adressés à Patrimoine canadien.<sup>19</sup> En moyenne, chaque année, Industrie Canada a reçu 386 avis entre 2003 et 2005<sup>20</sup> et Patrimoine canadien 35 avis au cours de la même période.<sup>21</sup>

<sup>15</sup> Renseignements en ligne de l'AIC, "Conférence fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables du commerce intérieur: Progrès importants dans l'établissement d'un plan d'action visant à améliorer le commerce intérieur", 7 septembre 2006. Adresse consultée: [http://www.ait-aci.ca/index\\_fr/news.htm](http://www.ait-aci.ca/index_fr/news.htm).

<sup>16</sup> Conseil de la Fédération (2006).

<sup>17</sup> OCDE (2006c).

<sup>18</sup> Article 11, Loi sur Investissement Canada.

<sup>19</sup> L'expression "entreprise culturelle" désigne la publication, la distribution ou la vente de livres, de revues, de périodiques, de journaux et de musique, et la production, la distribution, la vente ou la présentation de films ou d'enregistrements vidéo et d'enregistrements de musique audio ou vidéo. Article 14.1(5), Loi sur Investissement Canada.

<sup>20</sup> Information en ligne d'Industrie Canada. Adresse consultée: [http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/inica-lic.nsf/fr/h\\_lk00015f.html](http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/inica-lic.nsf/fr/h_lk00015f.html).

<sup>21</sup> Information en ligne de Patrimoine canadien. Adresse consultée: [http://www.canadianheritage.gc.ca/progs/ac-ca/progs/eiic-csir/notif\\_f.cfm](http://www.canadianheritage.gc.ca/progs/ac-ca/progs/eiic-csir/notif_f.cfm).

23. En général, l'investissement étranger n'est pas sujet à examen. Pour 2006, seules sont assujetties les acquisitions directes d'entreprises existantes d'une valeur de plus de 265 millions de dollars canadiens effectuées par des investisseurs originaires de Membres de l'OMC.<sup>22</sup> Pour les autres investisseurs, le seuil est de 5 millions de dollars canadiens, sauf si l'entreprise existante est sous le contrôle d'un investisseur originaire d'un Membre de l'OMC, auquel cas le seuil le plus élevé est applicable.<sup>23</sup> Le seuil de 5 millions de dollars canadiens vise également les acquisitions directes dans la production d'uranium, les services de transport, les services financiers et les entreprises culturelles, quelle que soit l'origine de l'investisseur.<sup>24</sup> Les acquisitions indirectes effectuées par des investisseurs originaires de Membres de l'OMC ne sont pas sujettes à examen, sauf pour les services de transport, les services financiers et les entreprises culturelles d'une valeur supérieure à 50 millions de dollars canadiens.<sup>25</sup> Toutefois, si les actifs au Canada de l'entreprise dont le contrôle est acquis indirectement représentent 50 pour cent ou plus des actifs mondiaux totaux de l'entreprise, le seuil d'examen des acquisitions indirectes est ramené à 5 millions de dollars canadiens. De 2003 à 2005, Industrie Canada a examiné 25 acquisitions en moyenne par an, aucun refus n'ayant été opposé.<sup>26</sup> Au cours de la même période, Patrimoine canadien a examiné en moyenne 13 acquisitions par an, aucune demande n'ayant été rejetée.<sup>27</sup> D'après les autorités canadiennes, tous les renseignements relatifs aux investissements obtenus dans le cadre de l'administration de la Loi sur Investissement Canada sont confidentiels et ne peuvent pas être divulgués par les fonctionnaires ou les employés de la Couronne.

24. Les investissements dans certains secteurs culturels qui sont inférieurs aux seuils d'examen peuvent néanmoins être examinés si le Gouverneur en conseil estime qu'il serait d'"intérêt public" de procéder à un examen et promulgue un ordre en conseil à cet effet sur recommandation du Ministre du patrimoine canadien.<sup>28</sup> L'investisseur concerné doit être informé qu'un examen aura lieu avec un préavis de 21 jours. Les secteurs culturels assujettis à cette disposition sont énumérés à l'Annexe IV du Règlement concernant l'investissement au Canada.

25. En règle générale, pour les investissements sujets à examen, un investisseur étranger ne peut pas acquérir le contrôle d'une entreprise existante sauf si le Ministre de l'industrie ou le Ministre du patrimoine canadien (pour les investissements dans des entreprises culturelles) est d'avis que "l'investissement sera vraisemblablement à l'avantage net du Canada".<sup>29</sup> En vertu de la Loi sur

---

<sup>22</sup> Article 14.1(1) et alinéas suivants, Loi sur Investissement Canada.

<sup>23</sup> Article 14(3) et 14.1(1), Loi sur Investissement Canada.

<sup>24</sup> Article 14.1(5), Loi sur Investissement Canada. Conformément à l'article 2.2 du règlement, l'expression "service de transport" s'entend d'"une entreprise canadienne qui s'occupe directement ou indirectement du transport de passagers ou de marchandises d'un endroit à un autre par quelque moyen que ce soit, notamment le transport par voie aérienne, par voie ferrée, par eau, par route et par pipeline".

<sup>25</sup> Au titre de la Loi sur Investissement Canada, une acquisition indirecte est une transaction qui comporte l'acquisition d'actions d'une entreprise constituée ailleurs qu'au Canada qui possède des filiales au Canada.

<sup>26</sup> Renseignements en ligne d'Industrie Canada. Adresse consultée: [http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/inica-lic.nsf/fr/h\\_lk00015f.html](http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/inica-lic.nsf/fr/h_lk00015f.html).

<sup>27</sup> Renseignements en ligne de Patrimoine canadien. Adresse consultée: [http://www.canadianheritage.gc.ca/progs/ac-ca/progs/eiic-csir/notif\\_f.cfm](http://www.canadianheritage.gc.ca/progs/ac-ca/progs/eiic-csir/notif_f.cfm).

<sup>28</sup> Article 15, Loi sur Investissement Canada.

<sup>29</sup> Article 16(1), Loi sur Investissement Canada.

Investissement Canada, un investissement sujet à examen est réputé être approuvé si le Ministre n'avise pas l'investisseur du résultat de l'examen dans un délai de 45 jours après avoir reçu une demande dûment remplie.<sup>30</sup> Le Ministre peut proroger ce délai de 30 jours supplémentaires, à condition que l'investisseur en soit avisé avant l'expiration du délai initial. D'autres prorogations sont autorisées avec le consentement de l'investisseur. Le délai d'examen moyen est de 43 jours pour Industrie Canada et de 75 jours pour Patrimoine canadien.

26. La Loi sur Investissement Canada énonce les facteurs qui doivent être pris en compte dans l'évaluation du critère de l'"avantage net".<sup>31</sup> Il s'agit notamment de l'effet de l'investissement sur l'activité économique, l'emploi, la transformation des ressources, les exportations, l'utilisation de produits canadiens, la productivité, le rendement, le progrès technologique, la création de produits nouveaux et la diversité des produits, ainsi que la concurrence. Il s'agit aussi de la compatibilité de l'investissement avec les politiques nationales en matière industrielle, économique et, le cas échéant, culturelle, et de "l'étendue et [de] l'importance" de la participation de Canadiens dans l'entreprise résultant de l'investissement.

27. Plusieurs lois et directives limitent la participation étrangère dans des secteurs particuliers, y compris l'énergie, la radiodiffusion, le secteur cinématographique, les transports et les télécommunications (tableau II.1).

**Tableau II.1**  
**Quelques restrictions concernant la participation étrangère, par secteur, 2006**

Secteur	Niveau de gouvernement (base juridique)	Limitation
Pêche	Fédéral (Loi sur les pêches)	Seuls des Canadiens ou des sociétés sous contrôle canadien sont autorisés à obtenir des licences de pêche. Les entreprises canadiennes de transformation du poisson qui appartiennent pour plus de 49 pour cent à des intérêts étrangers ne sont pas autorisées à détenir des licences de pêche commerciale.
Secteur minier	Fédéral (politique concernant la propriété étrangère dans le secteur de l'extraction d'uranium)	La propriété étrangère d'une mine d'uranium est limitée à 49 pour cent; ce taux peut être plus élevé si le bien est sous contrôle de Canadiens (cette restriction s'applique au stade de la production et non à celui de la prospection et de l'exploitation).
Transport aérien	Fédéral (Loi sur les transports au Canada)	La propriété étrangère d'une compagnie aérienne est limitée à 25 pour cent.
Édition et distribution de livres	Fédéral (Loi sur Investissement Canada et lignes directrices complémentaires)	L'investissement étranger dans les nouvelles entreprises est limité aux coentreprises sous contrôle canadien. L'acquisition étrangère d'entreprises existantes sous contrôle canadien est autorisée uniquement si: a) l'entreprise traverse des difficultés financières évidentes; et b) des Canadiens ont eu une occasion réelle et équitable d'acheter l'entreprise.

<sup>30</sup> Article 21(1).

<sup>31</sup> Article 20.

Secteur	Niveau de gouvernement (base juridique)	Limitation
Publication de périodiques	Fédéral (Loi sur Investissement Canada et lignes directrices complémentaires)	L'acquisition étrangère de maisons d'édition de périodiques appartenant à des Canadiens et contrôlées par des Canadiens n'est pas autorisée. Les investissements étrangers dans le secteur de l'édition de périodiques, y compris les investissements visant à établir ou à acquérir, directement ou indirectement, des entreprises étrangères pour produire et vendre des périodiques au Canada et pour avoir accès au marché canadien des services de publicité, sont autorisés à condition que l'investisseur s'engage à ce que les périodiques aient un contenu rédactionnel canadien majoritaire.
Radiodiffusion	Fédéral (Loi sur la radiodiffusion, Instructions à l'intention du CRTC (Inadmissibilité de non-Canadiens)	La propriété étrangère des entreprises de radiodiffusion, de programmation et de distribution est limitée à 20 pour cent des actions avec droit de vote (maximum de 33,3 pour cent dans le cas d'une société mère).
Distribution cinématographique	Fédéral (Loi sur Investissement Canada et lignes directrices complémentaires)	L'acquisition étrangère d'un distributeur sous contrôle canadien n'est pas autorisée. L'investissement étranger dans les nouvelles entreprises de distribution est autorisé uniquement pour l'importation et la distribution de produits exclusifs (l'importateur détient les droits mondiaux ou il est un investisseur important). L'acquisition directe ou indirecte d'entreprises étrangères de distribution au Canada par des sociétés à participation étrangère n'est autorisée que si l'investisseur s'engage à réinvestir une partie de ses gains canadiens "en conformité avec les politiques nationales et culturelles".
Télécommunications	Fédéral (Loi sur les télécommunications)	La propriété étrangère d'exploitants canadiens de réseaux de télécommunication est limitée à 20 pour cent des actions détenues directement et à 33,3 pour cent des actions détenues indirectement (46,7 pour cent pour la propriété étrangère combinée directe et indirecte). La propriété étrangère des actions sans droit de vote n'est soumise à aucune restriction.

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base de renseignements communiqués par le gouvernement canadien.

28. Quelques provinces et le Yukon réglementent la propriété des terres par des étrangers, principalement en ce qui concerne les terres non urbaines destinées à l'agriculture et aux loisirs.<sup>32</sup> Selon les autorités canadiennes, les exemptions aux règlements provinciaux concernant la propriété étrangère sont courantes. Les gouvernements provinciaux et fédéraux peuvent imposer des limitations à la participation étrangère en matière de privatisation. En vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, l'émission, le transfert et la propriété des actions des sociétés constituées sous le régime fédéral peuvent être soumis à des contraintes afin de permettre aux entreprises de satisfaire aux prescriptions en matière de propriété canadienne dans les secteurs où ces prescriptions doivent être remplies pour exercer des activités ou obtenir des avantages.<sup>33</sup> Quelques mesures fédérales et provinciales relatives à l'énergie peuvent aussi influencer sur l'investissement étranger (chapitre IV 3)).

29. En octobre 2002, le Canada a notifié au titre de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce les sites Web où figuraient des publications produites par les gouvernements fédéral et provinciaux "dans lesquelles les MIC [pouvaient] être trouvées".<sup>34</sup>

<sup>32</sup> Voir, par exemple, le Règlement sur la propriété de terres appartenant à des étrangers.

<sup>33</sup> Article 174 1).

<sup>34</sup> Document de l'OMC G/TRIMS/N/2/Rev.9/Add.1 du 11 octobre 2002.



30. Au titre de l'AGCS, le Canada a pris de vastes engagements concernant la fourniture de services par le biais d'une présence commerciale. Par ailleurs, il est partie au Code de la libéralisation des mouvements de capitaux et à l'Instrument relatif au traitement national de l'OCDE.<sup>35</sup>

31. Vingt-deux accords d'investissement bilatéraux conclus entre le Canada et d'autres pays sont en vigueur (tableau II.2). La majorité d'entre eux sont fondés sur le chapitre de l'ALENA relatif aux investissements et ont les caractéristiques suivantes en commun: définition large des investissements visés; obligations en matière de traitement national et de traitement NPF avant et après établissement; normes de traitement et de protection; règles ayant trait à l'expropriation et à l'indemnisation; liberté des transferts de fonds; et règlement des différends entre les investisseurs et l'État d'accueil par arbitrage international. Un accord avec le Pérou a été signé et devrait, selon les autorités, être bientôt ratifié. Des accords avec El Salvador et l'Afrique du Sud ont été signés mais n'ont jamais été ratifiés. Le Canada négocie actuellement des accords d'investissement avec la Chine et l'Inde.

**Tableau II.2**  
**Accords d'investissement bilatéraux, 2006**

Accords fondés sur le modèle de l'OCDE			
Pays	Entrée en vigueur	Pays	Entrée en vigueur
Pologne	22 novembre 1990	Russie	27 juin 1991
Argentine	29 avril 1993	Hongrie	21 novembre 1993
République tchèque	9 mars 1992	Slovaquie	9 mars 1992
Accords fondés sur l'ALENA			
Ukraine	24 juillet 1995	Lettonie	27 juillet 1995
Philippines	13 novembre 1996	Trinité-et-Tobago	8 juillet 1996
Barbade	17 janvier 1997	Équateur	6 juin 1997
Venezuela	28 janvier 1998	Panama	13 février 1998
Égypte	3 novembre 1997	Thaïlande	24 septembre 1998
Arménie	29 mars 1999	Uruguay	2 juin 1999
Liban	19 juin 1999	Costa Rica	29 septembre 1999
Croatie	30 janvier 2001	Roumanie	11 février 1997

Source: Renseignements en ligne du MAECI, "Liste des APIE conclus par le Canada". Adresse consultée: [http://www.international.gc.ca/tna-nac/fipa\\_list-fr.asp](http://www.international.gc.ca/tna-nac/fipa_list-fr.asp).

32. L'ALENA et l'accord de libre-échange signé avec le Chili contiennent des chapitres distincts concernant l'investissement étranger. Les accords de libre-échange signés avec le Costa Rica et Israël ne visent pas les investissements.

33. Le Canada est partie à la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, qui est entrée en vigueur au Canada en 1986. Il n'est pas membre du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI). Selon les autorités canadiennes, le Canada s'emploie à devenir membre du CIRDI.

<sup>35</sup> Le Code de la libéralisation des mouvements de capitaux contient des obligations juridiquement contraignantes visant la libéralisation de certains mouvements de capitaux, dont l'investissement étranger direct, sous réserve de certaines exceptions et réserves spécifiques par pays. L'Instrument relatif au traitement national contient un engagement non contraignant d'accorder le traitement national aux entreprises détenues ou contrôlées par des investisseurs étrangers après établissement.

## 5) RELATIONS INTERNATIONALES

### i) Organisation mondiale du commerce

34. Le Canada est Membre originel de l'OMC. Il a pris part aux négociations sur les services de télécommunications et les services financiers menées après le Cycle d'Uruguay; les engagements qu'il a pris dans ces domaines ont été annexés aux quatrième et cinquième Protocoles relatifs à l'AGCS.<sup>36</sup> Le Canada est partie à l'Accord sur les marchés publics et à l'Accord sur les technologies de l'information.

35. Le Canada a mis en œuvre l'Accord sur l'OMC au moyen de la Loi de mise en œuvre de l'Accord sur l'Organisation mondiale du commerce, qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1995. Cette loi "approuve" l'Accord sur l'OMC sans lui donner force de loi au Canada.<sup>37</sup> Elle interdit aux entités privées d'intenter des actions contre des organismes fédéraux ou provinciaux pour assurer le respect des droits et obligations découlant de l'Accord sur l'OMC.<sup>38</sup> La Loi de mise en œuvre de l'Accord sur l'Organisation mondiale du commerce a modifié 23 lois fédérales pour les mettre en conformité avec l'Accord sur l'OMC.<sup>39</sup> Suite à l'adoption de la Loi, le Gouverneur en conseil a promulgué des règlements additionnels pour mettre en œuvre d'autres aspects de l'Accord sur l'OMC.

36. Le Canada s'est acquitté de la plupart de ses obligations en matière de notification à l'OMC entre 2003 et septembre 2006. Les exceptions sont les notifications concernant les entreprises commerciales d'État, les règles d'origine, les licences d'importation et les marchés publics (tableau AII.2).

37. Dans le cadre du Programme de Doha pour le développement, le Canada a présenté de nombreuses communications ou propositions dans des domaines très divers, y compris la facilitation des échanges, l'agriculture, l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, les subventions, les droits antidumping et les droits compensateurs, ainsi que la propriété intellectuelle. De plus, il a présenté des propositions se rapportant au mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Celles-ci visent des questions comme la transparence, le processus de constitution des groupes spéciaux et le traitement des renseignements confidentiels.<sup>40</sup> Entre janvier 2003 et octobre 2006, le Canada a été l'auteur de quelque 70 documents catalogués dans les documents de la série "TN" (négociations commerciales) dans la base de données "Documents en ligne" de l'OMC.

38. Depuis la création de l'OMC, le Canada a été défendeur dans 14 différends et plaignant dans 27. Il a aussi été admis à participer aux consultations dans 61 affaires, dans lesquelles il est intervenu en tant que tierce partie. En tout, le Canada a participé à 30 pour cent environ des différends portés devant l'OMC.

---

<sup>36</sup> Documents de l'OMC GATS/SC/16/Suppl.3 du 11 avril 1997 et Suppl.4/Rev.1 du 6 juin 2000.

<sup>37</sup> Article 8.

<sup>38</sup> Article 6.

<sup>39</sup> Steger (1997).

<sup>40</sup> Voir, par exemple, le document de l'OMC TN/DS/W/41 du 24 janvier 2003.

39. Depuis janvier 2003, le Canada a été impliqué en tant que défendeur dans six affaires (tableau AII.3). Deux nouveaux groupes spéciaux ont été établis par suite des plaintes déposées contre le Canada pendant la période visée par l'examen. Pendant cette période, le Canada a été plaignant dans huit affaires, dont six visaient les États-Unis.

**ii) Accords commerciaux préférentiels et autres arrangements**

**a) Accords de libre-échange**

40. Les dispositions de l'ALENA visant le commerce des marchandises ont été notifiées au GATT en février 1993; celles qui se rapportent au commerce des services ont été notifiées à l'OMC en mars 1995.<sup>41</sup> L'ALENA est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994.<sup>42</sup> Dans le cadre de l'ALENA, les droits de douane encore imposés aux importations en provenance du Mexique ont été éliminés en janvier 2003. Par voie de conséquence, et sous réserve des prescriptions en matière d'origine, toutes les importations en provenance du Mexique et des États-Unis entrent au Canada en franchise de droits, sauf en ce qui concerne certaines lignes tarifaires correspondant à des produits laitiers, à des volailles et aux œufs, dont l'offre est réglementée et que le Canada a exclues de la libéralisation tarifaire dans le cadre de l'ALENA. Depuis 2003, le Canada et ses partenaires de l'ALENA ont apporté plusieurs modifications aux règles d'origine par produit énoncées à l'Annexe 401 de l'ALENA (chapitre III 2) ii)). Ces modifications avaient pour objet de permettre aux fabricants de bénéficier plus facilement de la franchise de droits.

41. Un certain nombre de mesures antidumping et de mesures compensatoires ont fait l'objet de différends au titre du chapitre 19 de l'ALENA, qui prévoit des examens, par des groupes spéciaux binationaux, des déterminations finales en matière de droits antidumping et compensateurs et de la législation sous-jacente. En octobre 2006, une détermination établie par le Canada faisait l'objet d'un examen au titre du chapitre 19, ainsi que onze déterminations établies par les États-Unis, suite aux demandes présentées par le gouvernement canadien ou des producteurs canadiens.<sup>43</sup>

42. En ce qui concerne les produits, le commerce de bois d'œuvre résineux est la principale source de friction entre le Canada et les États-Unis, en particulier depuis l'expiration en 2001 de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux conclu en 1996 entre les États-Unis et le Canada. Pour tenter de mettre fin aux différends examinés dans le cadre de l'OMC et de l'ALENA qui ont suivi, le Canada et les États-Unis ont signé un nouvel accord sur le bois d'œuvre résineux en septembre 2006. Au titre du nouvel accord, le Canada est tenu d'appliquer des restrictions aux exportations de bois d'œuvre résineux à destination des États-Unis lorsque les prix du bois d'œuvre sont inférieurs à un certain niveau (chapitre III 3) ii)). En outre, les États-Unis ont abrogé des ordonnances en matière de droits antidumping et de droits compensateurs appliquées au bois d'œuvre résineux canadien et ont remboursé aux exportateurs canadiens une partie des dépôts perçus au titre de ces droits depuis 2002. Le Canada et les États-Unis sont également convenus de mettre fin aux litiges visant certains bois d'œuvre résineux examinés dans le cadre de l'OMC, de l'ALENA et par des tribunaux des États-Unis.

---

<sup>41</sup> Document du GATT L/7176 du 1<sup>er</sup> février 1993 et document de l'OMC S/C/N/4 du 1<sup>er</sup> mars 1995.

<sup>42</sup> Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain, 23 juin 1993.

<sup>43</sup> Renseignements en ligne du Secrétariat de l'ALENA, "Historique des révisions entreprises par les groupes spéciaux en vertu de l'ALENA et de l'ALE". Adresse consultée: [http://www.nafta-sec-alena.org/DefaultSite/index\\_f.aspx?ArticleID=9](http://www.nafta-sec-alena.org/DefaultSite/index_f.aspx?ArticleID=9).

43. Les différends ayant trait aux dispositions en matière d'investissement du chapitre 11 de l'ALENA sont réglés dans le cadre d'un processus d'arbitrage entre un investisseur et un État. Depuis 2003, trois nouvelles actions en matière d'investissement ont été intentées contre le gouvernement canadien. La première concerne certaines mesures prises par le gouvernement de l'Ontario qui, selon les allégations, ont touché les exportations de produits laitiers de deux entreprises canadiennes appartenant à des investisseurs des États-Unis.<sup>44</sup> Dans le deuxième différend, une entreprise forestière des États-Unis allègue que certaines mesures relatives aux exportations de grumes en provenance de la Colombie-Britannique sont contraires aux dispositions de l'ALENA en matière d'investissement.<sup>45</sup> Le troisième différend concerne un investisseur des États-Unis qui allègue que les mesures prises par le gouvernement de l'Ontario ont empêché une entreprise de l'Ontario sous son contrôle d'exploiter une mine abandonnée comme décharge contrôlée.<sup>46</sup>

44. Un autre différend, qui a débuté en 2000, n'est pas encore réglé.<sup>47</sup> Il porte sur des allégations selon lesquelles Postes Canada suit des pratiques anticoncurrentielles et l'Agence des services frontaliers du Canada accorde un traitement favorable aux services de courrier de Postes Canada. Concernant les allégations relatives aux pratiques anticoncurrentielles de Postes Canada, le tribunal d'arbitrage a estimé dans sa sentence intérimaire en matière de compétence que le comportement anticoncurrentiel, en lui-même, ne relevait pas de sa compétence au titre du chapitre 11 de l'ALENA.

45. Un différend relevant du chapitre 11 de l'ALENA concernant l'interdiction imposée par le Canada à l'exportation de certains déchets a pris fin en décembre 2002.<sup>48</sup> Un tribunal avait établi en novembre 2000 que la mesure constituait une violation des obligations du Canada au titre du chapitre 11. En février 2001, le Canada a déposé auprès de la Cour fédérale du Canada une demande de révision de la décision rendue par le tribunal. La Cour fédérale a rejeté la demande du Canada en janvier 2004.

46. Les dispositions de l'Accord de libre-échange Canada-Chili relatives aux marchandises ont été notifiées à l'OMC en août 1997 et celles qui concernent les services en novembre 1997.<sup>49</sup> L'accord est entré en vigueur en juillet 1997.<sup>50</sup> Les droits de douane encore appliqués aux importations du Canada en provenance du Chili ont été éliminés en janvier 2003, sauf pour certaines lignes tarifaires correspondant à des produits laitiers, à des volailles et aux œufs, dont l'offre est réglementée et qui ne sont pas soumis à des engagements de réduction tarifaire au titre de l'accord (chapitre III 2) iv)). L'accord énonce une exemption bilatérale touchant le recours à des mesures antidumping.<sup>51</sup> Il énonce aussi une exemption touchant l'application de mesures de sauvegarde globales, sauf si les importations de l'autre partie comptent pour une part substantielle des importations totales et contribuent de

---

<sup>44</sup> GL Farms LLC and Carl Adams v. The Government of Canada, 5 juin 2006.

<sup>45</sup> Merrill & Ring Forestry LLP v. The Government of Canada, 25 septembre 2006.

<sup>46</sup> V.G. Gallo v. The Government of Canada, 12 octobre 2006.

<sup>47</sup> United Parcel Service of America, Inc. ("UPS") v. Government of Canada, 19 avril 2000.

<sup>48</sup> S.D. Myers Inc. v. Government of Canada, 30 octobre 1998.

<sup>49</sup> Documents de l'OMC WT/REG38/N/1 du 26 août 1997, et S/C/N/65 du 13 novembre 1997.

<sup>50</sup> Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange Canada-Chili, 25 avril 1997.

<sup>51</sup> Article M-01.

manière importante au préjudice grave causé par les produits importés.<sup>52</sup> Les dispositions de l'accord concernant les services et les investissements s'inspirent de l'ALENA. En novembre 2006, le Canada et le Chili ont signé un accord pour ajouter un chapitre visant les marchés publics. Il n'y a pas eu de différends au titre de l'accord (novembre 2006).

47. L'Accord de libre-échange Canada-Costa Rica a été notifié à l'OMC en janvier 2003.<sup>53</sup> Il est entré en vigueur en novembre 2002.<sup>54</sup> Le Canada éliminera tous les droits de douane appliqués aux importations en provenance du Costa Rica d'ici à janvier 2011, sauf pour la viande de bœuf et certaines lignes tarifaires correspondant à des produits laitiers, à des volailles et aux œufs, dont l'offre est réglementée et qui ne sont pas soumis à des engagements de réduction tarifaire au titre de l'accord (chapitre III 2) iv)). Les parties conservent le droit d'appliquer des droits antidumping aux importations bilatérales et d'appliquer des mesures de sauvegarde globales à leurs importations mutuelles. Les dispositions se rapportant aux mesures de sauvegarde globales sont identiques à celles de l'Accord de libre-échange Canada-Chili. L'accord ne contient aucune discipline concernant les services, les investissements ou les marchés publics. Il n'y a pas eu de différends au titre de l'accord.

48. L'Accord de libre-échange Canada-Israël est entré en vigueur et a été notifié à l'OMC en janvier 1997.<sup>55</sup> L'accord a éliminé tous les droits de douane sur les produits industriels et a réduit ou éliminé les tarifs appliqués à certains produits agricoles (chapitre III 2) iv)). Il énonce des disciplines relatives aux marchés publics; il ne vise pas les services ou les investissements. En novembre 2003, le Canada et Israël ont commencé à mettre en œuvre des concessions tarifaires additionnelles dans le secteur agricole. Les produits pour lesquels le Canada a éliminé les tarifs sont les roses fraîches coupées et divers légumes et jus. Il n'y a pas eu de différends au titre de l'accord. Bien qu'en pratique l'ALECI couvre le territoire où s'appliquent les lois douanières d'Israël (ce qui comprend la Cisjordanie et Gaza), en février 1999, le Canada et l'Organisation de libération de la Palestine au nom de l'Autorité palestinienne ont signé le Cadre commun Canada-Palestine sur la coopération économique et les échanges, qui vise à améliorer l'accès aux marchés et les formalités douanières sur la base de la réciprocité. Le cadre est identique à l'ALECI.

49. Le Canada a conclu des accords commerciaux bilatéraux avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande. L'Accord de libre-échange Canada-Australie est entré en vigueur en 1960, sa dernière modification remontant à 1973. L'Accord de coopération commerciale et économique avec la Nouvelle-Zélande est en vigueur depuis 1982. Le traitement préférentiel prévu par les deux accords est très limité, les préférences ayant été réduites par la libéralisation unilatérale et multilatérale ultérieure (chapitre III 2) iv)).

b) Préférences tarifaires unilatérales

50. Le Canada accorde un traitement tarifaire préférentiel unilatéral dans le cadre du Tarif applicable aux pays des Caraïbes membres du Commonwealth (CARIBCAN) (chapitre III 2) iv)). Au milieu de 2006, il a demandé une prorogation de la dérogation accordée par le Conseil général de

---

<sup>52</sup> Article F-02.

<sup>53</sup> Document de l'OMC WT/REG147/N/1 du 17 janvier 2003.

<sup>54</sup> Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange Canada-Costa Rica, 18 décembre 2001.

<sup>55</sup> Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange Canada-Israël, 18 décembre 1996; et document de l'OMC WT/REG31/N/1 du 23 janvier 1997.

l'OMC pour la mise en œuvre du CARIBCAN.<sup>56</sup> L'actuelle dérogation expire en décembre 2006.<sup>57</sup> Le traitement tarifaire préférentiel unilatéral est aussi accordé dans le cadre du Tarif de préférence général (TPG) et du Tarif des pays les moins développés (TMD) (chapitre III 2) iv)). En janvier 2003, le traitement en franchise de droits au titre du TMD a été étendu à la quasi-totalité des produits, sous réserve des prescriptions en matière d'origine.<sup>58</sup> Les deux systèmes ont été prorogés jusqu'en 2014.<sup>59</sup>

c) Autres initiatives

51. En juillet 2005, le Canada et la Corée ont engagé des négociations en vue de conclure un accord de libre-échange. Les négociations visent l'élimination et la réduction des droits de douane, la facilitation des échanges, les mesures non tarifaires, les services, les investissements, la concurrence, les marchés publics et les droits de propriété intellectuelle. Une huitième série de négociations a eu lieu à Séoul en novembre 2006.

52. En novembre 2006, le Canada et les membres de l'Association européenne de libre-échange (AELE), qui comprend l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse, ont à nouveau engagé des négociations officielles visant la conclusion d'un accord de libre-échange; cette initiative est en cours depuis 1998. Selon les autorités canadiennes, tout accord qui sera conclu entre le Canada et l'AELE portera sur l'élimination des droits de douane et ne devrait pas comprendre de nouvelles obligations substantielles dans le domaine des services, des investissements et de la propriété intellectuelle.

53. En mars 2004, le Canada et l'UE ont arrêté un cadre pour un accord sur le renforcement du commerce et de l'investissement (ARCI). Ce cadre définit la portée des négociations tendant vers la conclusion d'un futur ARCI dans les domaines suivants: coopération en matière de réglementation, services, marchés publics, facilitation des échanges, investissement, concurrence, commerce électronique, développement durable, droits de propriété intellectuelle, coopération scientifique et technologique, petites et moyennes entreprises, consultation de la société civile et règlement des différends.<sup>60</sup> Trois séries de négociations ont eu lieu depuis mai 2005; le Canada et l'UE ont décidé de suspendre les négociations jusqu'à ce que les résultats du Programme de Doha pour le développement soient connus.

54. Les relations entre le Canada et l'UE sont régies par l'Accord-cadre de coopération commerciale et économique de 1976, la Déclaration politique commune sur les relations entre l'Union européenne et le Canada de 1996 et le Programme de partenariat Canada-UE de 2004, qui définissent des objectifs dont le but est de renforcer les relations Canada-UE en ce qui concerne les questions commerciales et économiques et les questions de politique étrangère. Un Comité mixte de

---

<sup>56</sup> Document de l'OMC G/C/W/555 du 4 juillet 2007.

<sup>57</sup> Document de l'OMC WT/L/185 du 18 octobre 1996.

<sup>58</sup> Agence des services frontaliers du Canada, Avis des douanes CN-361, Décret portant modification de l'annexe du Tarif des douanes (tarif en faveur des pays les moins développés) et Règlement modifiant le Règlement sur les règles d'origine (tarif de préférence général et tarif des pays les moins développés).

<sup>59</sup> Projet de loi C-21, Loi modifiant le Tarif des douanes, 29 avril 2004.

<sup>60</sup> Renseignements en ligne du MAECI, "Initiatives régionales et bilatérales: Le Canada et l'Union européenne – Accord sur le renforcement du commerce et de l'investissement". Adresse consultée: <http://www.international.gc.ca/tna-nac/EU-fr.asp>.

coopération et un Sous-Comité du commerce et de l'investissement examinent les questions relatives aux échanges bilatéraux, ainsi que les questions économiques et sociales.

55. Le Canada et le Japon ont achevé l'élaboration d'un cadre économique en novembre 2005.<sup>61</sup> Le cadre vise à renforcer les liens économiques bilatéraux et à régler les questions commerciales émergentes. À cette fin, il définit 15 "domaines de coopération prioritaires". Les discussions menées dans ce cadre ont abouti à un accord concernant la coopération en matière de pratiques anticoncurrentielles, un arrangement renforcé d'assistance mutuelle sur des questions douanières, un protocole d'entente sur la coopération en matière de promotion de l'investissement bilatéral, un accord sur la sécurité sociale et un document-cadre informel sur la coopération en matière de sécurité des aliments. D'autres questions examinées dans ce contexte comprennent la double imposition et les transports aériens. Le cadre énonce aussi le mandat d'une étude conjointe portant sur les avantages et les coûts d'une promotion plus appuyée et d'une libéralisation plus poussée du commerce et de l'investissement entre les deux pays.

56. Le Canada est membre du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC). Comme les autres membres, il a un plan d'action qui décrit les mesures qu'il se propose d'adopter pour atteindre le but fixé par l'APEC, à savoir "la libéralisation et l'ouverture du commerce et de l'investissement" d'ici à 2010 pour les pays développés.<sup>62</sup>

57. Des négociations officielles visant la conclusion d'un accord de libre-échange entre le Canada et El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua ont été engagées en novembre 2001. D'après les autorités, elles sont bien avancées et les pays poursuivent leurs efforts pour conclure un accord dans un proche avenir.

58. En octobre 2001, le Canada et Singapour ont entamé des négociations afin de conclure un accord de libre-échange. Aucune négociation n'a eu lieu entre octobre 2003 et novembre 2006, les deux pays étant alors convenus de reprendre des négociations formelles afin de les mener à conclusion pour le début de 2007.

59. Le Canada est favorable à la reprise des négociations visant une Zone de libre-échange des Amériques, qui sont au point mort depuis février 2004.<sup>63</sup>

60. Le Canada a mené des discussions exploratoires en vue d'éventuelles négociations en matière de libre-échange avec la République dominicaine, les membres de la Communauté andine et les membres de la CARICOM.

### **iii) Aide pour le commerce**

61. Le Canada participe activement aux travaux de l'OMC concernant l'aide pour le commerce et le Cadre intégré renforcé et il a été membre de l'Équipe spéciale chargée de l'Aide pour le commerce.

---

<sup>61</sup> Renseignements en ligne du MAECI, "Initiatives régionales et bilatérales: Introduction au cadre économique Canada-Japon et à l'étude conjointe". Adresse consultée: <http://www.international.gc.ca/tna-nac/RB/japan-intro-fr.asp>.

<sup>62</sup> Renseignements en ligne de l'APEC, "APEC Electronic Individual Action Plan (e-IAP)". Adresse consultée: <http://www.apec-iap.org>.

<sup>63</sup> Voir, par exemple, les renseignements en ligne du MAECI, "Accord de libre-échange des Amériques". Adresse consultée: <http://www.international.gc.ca/tna-nac/ftaa1-fr.asp>.

62. Dans le cadre de sa stratégie de coopération en matière de développement, le Canada cherche à aider les pays en développement à s'intégrer dans le système commercial mondial en leur prêtant assistance pour mettre en œuvre des accords commerciaux et en aidant "les femmes et les hommes entrepreneurs, notamment dans les régions rurales, à assurer la prestation des biens et services sur les marchés locaux, régionaux et internationaux".<sup>64</sup>

63. La politique de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) en matière de développement du secteur privé met en évidence les initiatives suivantes, qui permettront d'accroître la participation des pays en développement aux marchés régionaux et internationaux: renforcement des capacités d'analyse, d'élaboration, de négociation et de mise en œuvre de politiques commerciales; soutien à la participation aux instances commerciales régionales, à l'OMC et aux institutions financières internationales; assistance technique pour l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement et la création de réseaux commerciaux locaux; et assistance technique en ce qui concerne l'administration des douanes, la réglementation phytosanitaire, les exigences en matière d'étiquetage, les questions de logistique et les goûts des consommateurs, et le contrôle de la qualité.<sup>65</sup>

64. Pour ce qui est du financement des infrastructures liées au commerce, les autorités canadiennes ont indiqué que la programmation des infrastructures de l'ACDI dépendait surtout des besoins des pays bénéficiaires et était rarement perçue d'un point de vue purement commercial. Elles ont aussi dit que le financement des infrastructures liées au commerce comportait des activités visant à créer un environnement porteur pour les infrastructures, ainsi qu'une programmation visant à faciliter l'accès et le recours des populations visées aux infrastructures et aux services connexes.

65. Le soutien apporté par le Canada dans le domaine de l'aide pour le commerce s'est élevé en moyenne à 94,1 millions de dollars EU par an entre 2001 et 2004.<sup>66</sup> Le soutien concernant la politique et la réglementation commerciales a été de 30,9 millions de dollars EU par an en moyenne et a représenté entre 20 et 40 pour cent du montant total de l'aide pour le commerce chaque année entre 2001 et 2004. Le soutien ayant trait au développement du commerce s'est monté en moyenne à 32,8 millions de dollars EU par an, représentant entre 26 et 46 pour cent du montant total de l'aide pour le commerce pendant la période considérée. Le soutien relatif aux infrastructures liées au commerce a atteint en moyenne 30,5 millions de dollars EU, sa part dans le montant total de l'aide pour le commerce étant comprise entre 35 et 45 pour cent chaque année sauf en 2001, année où elle était de 14 pour cent. Tant le niveau que la composition de l'aide pour le commerce ont subi des fluctuations (graphique II.1).

66. En 2003-2004, le soutien concernant la politique et la réglementation commerciales a englobé le soutien apporté dans les domaines des mesures sanitaires et phytosanitaires, des accords commerciaux régionaux et de l'intégration du commerce; le soutien au développement du commerce

---

<sup>64</sup> ACDI (2005).

<sup>65</sup> ACDI (2003).

<sup>66</sup> Les données sur l'aide pour le commerce figurant dans la présente section englobent le soutien au titre des catégories "politique et réglementation commerciales" et "développement du commerce" de la base de données conjointe OMC/OCDE sur le renforcement des capacités liées au commerce ainsi que le soutien relatif aux infrastructures liées au commerce au titre des "codes-objet" suivants du système de notification des pays créanciers de l'OCDE: "2.1 Transports et entreposage", "2.2 Communications" et "2.3 Production et distribution d'énergie". Les données sont fournies sur la base des engagements et non des dépenses. Un engagement est une obligation ferme, stipulée par écrit et étayée par les fonds nécessaires, par laquelle un donateur officiel s'engage à fournir, au profit d'un bénéficiaire, une assistance destinée à une fin spécifiée et assortie de conditions financières spécifiées.

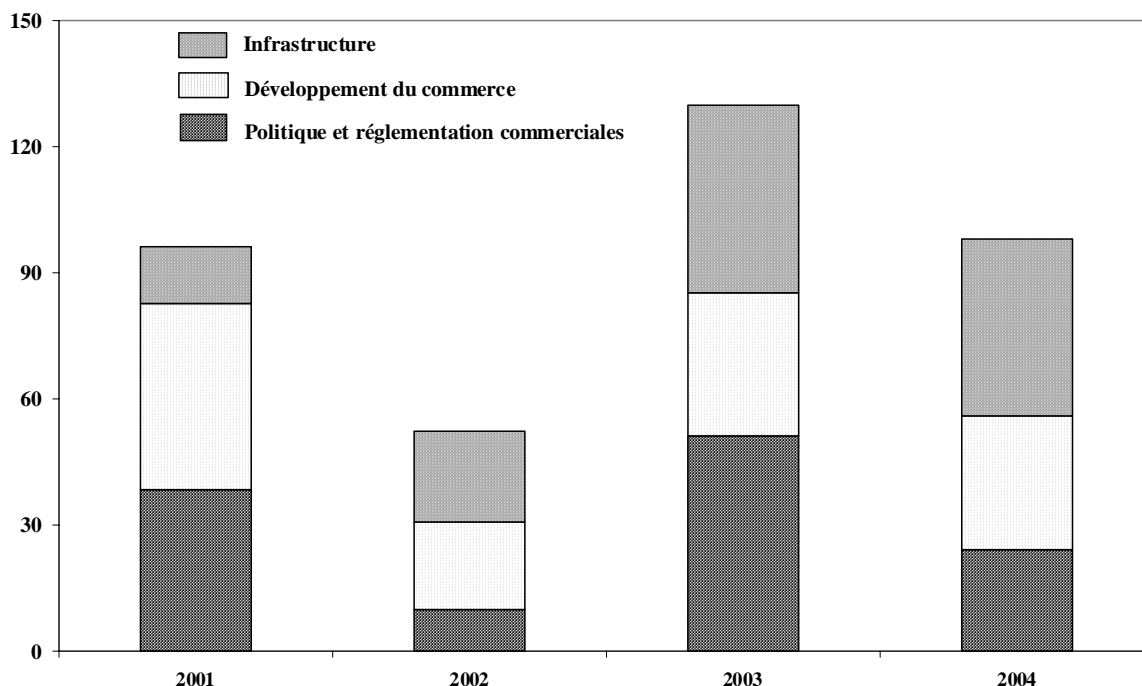


portait surtout sur l'analyse et le développement des marchés, les services et institutions de soutien aux entreprises et la constitution de réseaux entre public et privé. En 2003-2004, les premiers bénéficiaires du soutien concernant la politique et la réglementation commerciales étaient la Chine et le Guyana; en ce qui concerne le développement du commerce, les premiers bénéficiaires étaient le Bangladesh, le Nigéria et le Mali.

## Graphique II.1

### Soutien concernant l'aide pour le commerce, 2001-2004

Millions de dollars EU



Source: Secrétariat de l'OMC, d'après la base de données OMC/OCDE sur le renforcement des capacités liées au commerce et le système de notification des pays créanciers de l'OCDE. Adresse consultée: <http://tcdb.wto.org/> et [http://www1.oecd.org/scripts/cde/members/dcdauthenticate\\_crsTCE.asp](http://www1.oecd.org/scripts/cde/members/dcdauthenticate_crsTCE.asp).

67. L'Afrique a été le premier bénéficiaire des engagements de financement des activités de soutien ayant trait aux infrastructures liées au commerce, représentant près de la moitié des engagements totaux contractés dans ce domaine de 2001 à 2004.<sup>67</sup> L'Asie a été le deuxième bénéficiaire, avec 27 pour cent du total, suivie de l'Amérique latine et des Caraïbes, avec 17 pour cent. En tant que groupe, les pays les moins avancés ont bénéficié de 7 pour cent des engagements totaux en ce qui concerne les infrastructures liées au commerce. Les engagements visaient essentiellement le secteur des communications, suivi de celui de l'énergie et de celui des transports et de l'entreposage.

<sup>67</sup> Les parts de l'Afrique, de l'Asie ainsi que de l'Amérique latine et des Caraïbes ont été calculées d'après l'aide pour le commerce apportée à chaque pays et à chaque région ou groupe. En sont exclues l'aide pour le commerce destinée à l'Europe et l'aide pour le commerce "non allouée" au titre du système de notification des pays créanciers de l'OCDE.